

[la nouvelle ACTION FRANÇAISE]

1 F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNÉE - 12-4-1972 - N° 50

**République
ou
Monarchie**

**Réponse
de
Jacques
Perret**

Voir pages 6-7

Référendum:

**CE
SERA**

NON



le mouvement royaliste

Correspondance : **la nouvelle action française**

17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, Tél. RIC. 21.93

Réunions

PARIS 8^e-17^e

Mardi 18 avril, 21 heures : « L'Indépendance Nationale et l'Europe ». Grande réunion, Salle des Centraux, 8, rue Jean-Goujon, Paris (8^e).

PARIS 7^e

Vendredi 28 avril, 21 heures : débat avec le Docteur Solas sur « Les nouveaux maritiques et la technocratie médicale ». Café des Invalides, angle avenue de la Motte-Picquet et avenue de Latour-Maubourg.

ROUEN

Dimanche 30 avril, 16 heures, grande réunion de clôture des journées régionales de cadres, salle de la Halle aux Toiles.

TOURS

Mardi 18 avril, à 21 heures, salle Balzac, rue Léonard-de-Vinci, « NON A LEUR "EUROPE" ».

PERMANENCES ET CORRESPONDANTS

UNION DES FÉDÉRATIONS DE LA RÉGION PARISIENNE

Fédération Paris Rive-Droite

(8^e et 17^e)

Permanence tous les mardis à 20 h 45, Caves Pétrissans, 30, avenue Niel.

(9^e et 18^e)

Permanence tous les mardis, de 18 à 19 h 30, au café Le Carrefour, 99, rue Ordener.

(10^e, 12^e, 19^e et 20^e)

Permanence tous les mardis, de 21 à 22 heures, à La Mandoline, 2, avenue Secrétan.

(3^e, 4^e et 11^e)

La section reprend ses activités. Ecrire à Joël BROQUET au journal.

(16^e)

Ecrire à Ph. DILLMANN, 179, avenue de Versailles, Paris (16^e).

Fédération Paris-Rive Gauche

(15^e)

Permanence tous les vendredis, à 21 heures, au Café des Sports, 24, rue Alain-Chartier (métro Convention).

(6^e et 7^e)

Ecrire à M^{lle} A. BELLANGER, 4, rue Oudinot, Paris (7^e).

FÉDÉRATIONS DE BANLIEUE

Faute de place nous ne pouvons donner ici les adresses pour les sections constituées : Asnières, Bois-Colombes, Rueil, Saint-Cloud, Suresnes, Clamart, Sceaux, Vanves, Malakoff, Versailles, Saint-Germain, Enghien, Montmorency, Palaiseau, Massy.

Ecrire au responsable de l'Union des Fédérations de la région parisienne : Gérard CARPENTIER.

FÉDÉRATIONS DE PROVINCE

ALPES-MARITIMES

M. KERVIGNAC, 27, rue Aurelienne, 06-CANNES-LA BOCCA.

ARDENNES

M. J.-M. HELLUY, 34, rue Porte-de-Bourgoigne, 08-CHARLEVILLE-MÉZIÈRES.

AUBE

M. J.-M. PÉRÈS, 21, boulevard Danton, 10-TROYES.

BOUCHES-DU-RHÔNE

AIX-EN-PROVENCE : Permanence tous les jeudis, de 14 à 19 heures, au local, 14, rue du Bon-Pasteur.

Cercle, au local, tous les jeudis, à 21 heures. MARSEILLE : J. de CRÉMIERS chez M^{me} de Paslouan, Le Corbusier 701, Marseille (8^e).

CHARENTE

Ph. THOMAS, B.P. 242, 16-ANGOULÊME-LOUVEL.

BRETAGNE

RENNES : Permanence étudiante le jeudi à 17 heures au local.

Permanence adulte, le premier samedi de chaque mois, à 17 h 30, au local, 16, rue de Châteaudun (1^{er} étage sous le porche).

BREST : Yvon PEN, 63 bis, rue de Lyon.

DINAN : Jean de MONNERON, Bel Air, AUCALENC.

FÉDÉRATION DE LA LOIRE-ATLANTIQUE : M^{lle} Cécile HERVOUET, 1 place Graslin, 44-NANTES.

MIDI-PYRÉNÉES

Ph. RICALENS, Le Colombier, 09-SAINT-LIZIER.

GIRONDE

J.-J. BOISSEROLLE, B.P. 37, 33-BORDEAUX (01).

Permanence le jeudi, de 17 h 30 à 18 h 30, 44, rue des Remparts (3^e étage).

HÉRAULT

Abel POMARÈDE, 34-POMEROL.

INDRE-ET-LOIRE

N.A.F., B.P. 49, 37-RIVES-DU-CHER.

Permanence tous les mercredis, au café de l'Univers (2^e étage), à 17 heures, à TOURS.

FÉDÉRATION ROYALISTE DAUPHINÉ-SAVOIE

N.A.F., 4, Square des Pastes, 38-GRENOBLE.

Permanence tous les vendredis, à 18 heures, au local.

LOIRET

Guy LEMAIGNEN, 12, rue Eudoxe-Marcille, 45-ORLÉANS.

MARNE

Noël NOIZET, 8, rue Thiers, 51-REIMS.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Siège de la Fédération, 37, rue Alexandre-Leleux (2^e étage). Permanence tous les samedis, de 18 à 19 h 30, et le jeudi de 18 à 19 heures.

BAS-RHIN

Permanence tous les mercredis à 20 heures, « Au Canon », place du Corbeau.

SEINE-MARITIME

ROUEN : S.C.I.C., 39, rue de Fontenelle.

LE HAVRE : Jérôme FAURE, 3, rue Marcel-Ginouvrier.

SARTHE

Philippe DELAROCHE, 12, place des Jacobins, 72-LE MANS.

Permanence : au local, 5, rue Saint-Pavin de la Cité (Vieux Mans).

VAR

Fabrice O'DRISCOLL, « La Caravelle », route de Pierre-Plane, 83-BANDOL.

VENDÉE

F.-J. GUERRY, 85-LA COPECHAGNIÈRE.

HAUTE-VIENNE

Permanence tous les mardis, de 16 à 19 heures au local, Centre Turgot, 43, cours Bugeaud, 87-LIMOGES.

**république
ou
monarchie**

**la semaine
prochaine
réponse de
jean de
fabregues**

CE SERA NON

Dès que le projet de référendum a été connu, nous avons tenu à marquer, sans attendre l'énoncé de la question, notre opposition totale à la procédure choisie par le Président de la République dans le dessein évident de « piéger » ses adversaires.

● Nous avons dit qu'il était inadmissible de prendre prétexte d'un traité qui aura des conséquences importantes quant à l'avenir de notre pays pour entreprendre une manœuvre de basse politique interne.

● Nous avons dit qu'il était scandaleux de faire semblant de demander au peuple français un avis, alors que les données techniques du problème lui échappent, alors qu'il ne sait s'il doit se prononcer sur l'entrée de nouveaux partenaires dans le Marché Commun ou sur l'ensemble de la politique pompidolienne, alors qu'il ne sait qu'elle interprétation le gouvernement donnera à sa réponse.

Comme il est de règle en démocratie, la « consultation » du 23 avril donnera aux citoyens l'illusion de la liberté. Mais les dernières libertés professionnelles sont étouffées, mais les libertés locales ne reverront pas le jour de sitôt, mais la société ressemble chaque jour un peu plus à une prison.

Pour toutes ces raisons, l'abstention était concevable. Elle n'est pas possible depuis que l'« exposé des motifs » en forme de message au Parlement a été rendu public.

Ce message présidentiel n'a fait que confirmer les craintes que nous formulions depuis trois semaines : l'adhésion de nouveaux partenaires n'occupe qu'une faible place dans le texte et encore convient-il de remarquer que le Président de la République se montre évasif quant à ses avantages et à ses inconvénients. Tout au plus apprend-on que cette adhésion posera des problèmes et ouvrira des perspectives !

En fait, le débat sur les aspects positifs ou négatifs de l'entrée de nouveaux partenaires dans le Marché Commun est écarté et la question soumise à référendum n'est que le prétexte à une relance politique d'une « construction européenne » qui avait trouvé ses limites techniques. Le clan européeniste ne s'y est d'ailleurs pas trompé, qui, depuis longtemps somnolent, se réveille pour bénir le projet pompidolien.

Mais y a-t-il projet véritable ? La solennité de l'engagement demandé — solennité qui n'était pas juridiquement nécessaire — pourrait le laisser croire. Mais le message présidentiel n'est guère explicite quant à son contenu. On sait que Pompidou se propose de poursuivre une entreprise politique et économique européenne jusque là simplement « ébauchée ». Mais comment achèvera-t-on l'« intégration

économique » ? Mais jusqu'où ira la « coopération politique », l'« organisation institutionnelle » ? Le Président de la République n'a pas jugé bon de faire part à l'électeur de la démarche qu'il entend suivre et des buts qu'il s'est fixés.

Du moins une lecture attentive du message permet-elle de discerner ses intentions générales : par-delà la question de la Grande-Bretagne, c'est une adhésion pure et simple à l'idée européenne qu'il sollicite, c'est un chèque en blanc qu'il demande.

On conçoit que le chef de l'Etat ait tout intérêt à soumettre à référendum cette abstraction qu'est l'Europe : en se déclarant partisan sincère de la construction européenne, il se rallie les centristes d'opposition et plonge dans l'embarras l'opposition de gauche. En évitant le terme de supranationalité, il calme les inquiétudes des gaullistes purs et durs. Mais ces habiletés nous concernent peu. Ce qui est important, ce qui est dangereux, c'est que la réponse positive qui lui sera certainement donnée le 23 avril lui permettra une entière liberté de manœuvre. Et le pire peut être inscrit sur le chèque en blanc que Pompidou aura soutiré à l'électeur.

Dès lors nous ne pouvons que répondre NON.

NON, parce que Pompidou demande une adhésion à l'indéfinissable.

NON, parce que l'« Europe économique » marquerait pour le gouvernement l'occasion de se désintéresser des problèmes de notre société.

NON, parce que l'« Europe économique » marquerait le triomphe d'un affairisme érigé au rang d'institution.

NON, parce que l'« Europe politique » aliénerait notre indépendance et entraînerait pour la France la renonciation à toute politique extérieure mondiale, la fixant dans le cadre étriqué d'une Europe d'ailleurs partielle.

Le NON de la Nouvelle Action française n'est donc pas la réaction passionnelle de nostalgiques et d'opposants inconditionnels.

En répondant par la négative au référendum du 23 avril, la Nouvelle Action française entend au contraire marquer sa volonté de construire la France de demain, une France libre de jouer son rôle mondial, une France libre de construire, à partir de la civilisation dont elle est l'héritière, un modèle de société à la fois traditionnel et novateur, communautaire et libérateur, protecteur des intérêts de la nation en même temps qu'ouvert à l'universel.

LE COMITÉ DIRECTEUR.



Femmes au rabais

Un projet de loi sur l'égalité des salaires féminins et masculins est en préparation, a déclaré dernièrement M. Joseph Fontanet, ministre du Travail. On reste pourtant sceptique sur les possibilités d'application d'une loi ou d'un décret, alors que depuis le préambule de la Constitution de 1946, ou d'après la Convention 100 de l'O.I.T. (Organisation Internationale du Travail), toute discrimination était abandonnée entre les salaires masculins et féminins, pour des tâches égales. Il n'est pas jusqu'au Traité de Rome de 1957, qui, dans son article 119, rappelle l'obligation pour les signataires d'abolir toute disparité de cet ordre entre les classifications et les salaires. Et pourtant, malgré le grand nombre de dispositions législatives ou réglementaires, les différences de salaires restent considérables. Ainsi, entre les salaires horaires des femmes et des hommes, la différence est aujourd'hui de 6 à 7 %, selon M. Fontanet. Bien éloignés de la thèse officielle, les chiffres réels sont plus proches de 20 % avec des tendances vers 30 % pour les cadres.

Alors que les deux tiers des travailleurs payés au S.M.I.C. sont des femmes, alors qu'en 1970 une femme sur deux gagnait moins de 800 francs par mois, et deux sur trois moins de 1.000 francs, il est tentant de rendre responsable la sous-qualification professionnelle des travailleuses. Mais s'il est exact que dans la plupart des cas, par leur éducation et leur formation, les femmes entrent dans le monde du travail sans avoir les atouts de l'homme, il n'en n'est pas moins réel qu'une jeune femme diplômée de l'Université ou d'une grande école, et à la recherche d'un premier emploi, se voit souvent demander, avant toute chose, si elle connaît la dactylo ! Par la suite il lui faudra le plus souvent accepter un poste et une rémunération sans aucun rapport avec sa qualification, et telle diplômée de Sciences-Po ou d'H.E.C. a de fortes chances de commencer sa carrière comme « secrétaire de direction », quant aux licenciées en droit ou en lettres, leur situation est encore plus aléatoire. Il s'agit, malgré tout, d'une frange favorisée de la population active féminine.

Pour l'employeur, et même bien souvent pour le travailleur en général, la femme salariée est la plus touchée par l'absentéisme ; et c'est pourquoi dans une société où les critères de productivité et de rendement l'emportent sur toute autre notion plus humaine, le travail de la femme est considéré comme marginal et rémunéré comme tel. Cette constatation est plus évidente dans les petites et moyennes entreprises que dans les administrations ou les grandes entreprises publiques et privées ; la discrimination jouera plus rarement, dans ce cas, au niveau des salaires, mais restera tout aussi forte quant à la promotion possible, et rares sont les femmes qui accèdent aux postes de commandement ou de décision.

Il ne s'agit pas — pour l'instant — de poser la question : « La femme doit-elle travailler ? », mais plutôt : « La femme salariée doit-elle être considérée autrement que l'homme ? » Il faut répondre par l'affirmative dans la mesure où des aménagements d'horaires de travail doivent faciliter la relation femme-mère/femme-salariée, mais la discrimination de salaires, pour des tâches égales, reste condamnable en tous points car elle est la manifestation la plus tangible de cet esprit d'exploitation du travailleur, qui anime — consciemment ou non — l'économie actuelle. Ainsi la solution n'est pas seulement économique, elle est aussi et d'abord politique.

Philippe DILLMANN.

Une saison en enfer

Dans *Une saison en enfer*, Nelo Risi tente vainement de recréer, en même temps que l'Europe du XIX^e siècle, le drame passionnel et intellectuel d'Arthur Rimbaud. A travers son adolescence, sa liaison avec Paul Verlaine et les dix années de séjour en Afrique, le poète semble en fait écartelé entre plusieurs ten-

dances, nullement reliées entre elles. Le fil conducteur n'apparaît à aucun moment et, même si le souci du réalisateur n'est pas d'expliquer un personnage au premier abord plutôt déconcertant, l'opposition des tendances reste trop systématique pour échapper à une forme très rapidement lassante. Pourtant ce défaut aurait été moins apparent, si les interprètes avaient réellement saisi la valeur de leur rôle. Là est l'échec le plus flagrant de ce film. Pas d'émotion profonde entre les deux écrivains : on demeure sans cesse au niveau d'une petite querelle d'amoureux homosexuels.

Aucun courant, aucune explosion ne vient donner de la vie à des dialogues mornes et sans rapport avec ce qu'expriment les acteurs, décalage malheureusement accentué par le très mauvais doublage de Terence Stamp. Par ailleurs, le choix de Jean-Claude Brialy pour interpréter le rôle de Verlaine ne paraît pas très juste si l'on repense au physique terriblement marqué et mossif du poète français. Seule Florinda Bolkan émerge de cette grisaille décevante mais, en fait, peu surprenante.

Dominique PAOLI.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an a la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**



TRIBUNE LIBRE

marc valle : Pas d'accord !

La « N.A.F. » inaugure cette semaine une série de tribunes libres. Le propre de celles-ci étant de laisser s'exprimer en toute indépendance ceux qui veulent bien nous faire l'amitié de leurs articles, c'est avec plaisir que nous ouvrons nos colonnes à Marc Valle. Nos lecteurs verront que notre ami entend donner une réponse diamétralement opposée à la nôtre. Pleine de finesse — mais un référendum appelle-t-il la finesse ? — elle est motivée par la volonté de faire échec à l'Europe supranationale. Cette identité de but compte plus qu'une attitude circonstancielle divergente, même si nous pensons que notre NON est plus fondé que le OUI de Marc Valle.

Contrairement à une opinion couramment répandue, la technique du référendum n'est ni stupide ni scandaleuse. Il est parfaitement normal qu'en des circonstances graves le gouvernement demande à la nation de lui témoigner avec éclat son attachement et son approbation.

Evoquer, à ce sujet, le bonapartisme, Brumaire, le 2 décembre est aussi ridicule que malhonnête. C'est avec quelque étonnement que l'on voit certains Français, par ailleurs intelligents et éclairés, annoncer les slogans les plus éculés du radicalisme petit-bourgeois.

Ceux d'entre nous qui sont les plus respectueux des traditions nationales devraient être aussi les premiers à défendre une institution qui plonge de profondes racines dans le passé de notre peuple. Philippe-Auguste, avant Bouvines, a demandé à ses soldats de lui indiquer solennellement s'ils l'estimaient toujours digne de les commander.

Au plus fort de sa querelle avec Boniface VIII, Philippe-le-Bel a réuni les états généraux pour les inviter à choisir entre le Pape et lui. Dans un cas comme dans l'autre, la réponse, certes, ne faisait aucun doute. Mais ces deux grands rois voulaient montrer à leurs rivaux et à leurs partenaires de l'étranger que le pays se solidarise totalement avec eux.

Dans de telles conditions, il ne saurait être question pour un homme de bonne foi de s'abstenir le 23 avril ou de boycotter la consultation. Chacun d'entre nous doit, en conscience, prendre ses responsabilités et pour chacun d'entre nous le choix est parfaitement clair : devons-nous approuver ou combattre les récentes initiatives diplomatiques du président de la République ?

Dans le camp nationaliste, des Jacobins aux Monarchistes, de nombreux éléments font campagne pour le « non ». Ils s'insurgent contre l'idée d'une communauté intégrée. Ils dénoncent M. Jean Monnet, ses agents et ses inspirateurs.

Si l'on nous somrait réellement de nous rallier à la Petite Europe, nous ne pourrions que les applaudir et unir nos efforts aux leurs. Car, plus que jamais, il faut barrer la route aux nostalgiques du Saint-Empire. Quelles que soient nos tendances philosophiques ou religieuses, nous avons tous le même devoir : préserver, contre vents et marées, l'indépendance de notre Etat.

Mais encore faut-il poser le vrai problème et ne point charger follement des moulins à vent, sous couvert de patriotisme et de rigueur doctrinale. Or, il ne s'agira pas, le 23 avril, d'œuvrer à la consolidation de la Petite Europe mais au contraire de sanctionner sa disparition définitive. Le plus fougueux des polémistes ne peut rien contre cette évidence.

Que nous demande-t-on, en effet : de dire si, oui ou non, nous estimons opportune l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Répondre par la négative, pour un « anti-européiste », c'est donc affirmer qu'un tel événement couronne l'œuvre de Conrad Adenauer. Or, quel homme de bon sens peut-il sérieusement soutenir une pareille thèse ?

Les Britanniques se sont toujours, à travers les siècles, révélés des tenants irréductibles de l'idée nationale. Ce sont eux qui ont fait échouer, les uns après les autres, toutes les tentatives d'unification continentale. Ce sont eux qui, au XVI^e siècle, se sont, face aux Habsbourg, substitués à la France défaillante. Ce sont eux qui, en 1950, ont refusé catégoriquement d'entrer dans le jeu des technocrates de Luxembourg.

Selon toutes probabilités, jamais la Grande-Bretagne n'acceptera de se laisser dissoudre dans le creuset d'une communauté intégrée. L'Europe qu'elle préconise, c'est l'Europe des patries, cette Europe même dont les Français, dans leur immense majorité, ont toujours souhaité l'apparition ou plutôt la résurrection.

Si le référendum se traduisait par un échec cuisant de M. Pompidou, ce résultat n'entraînerait ni la disparition du Marché commun ni la liquidation des commissions supranationales existantes. Il maintiendrait simplement fermé le club des intégrationnistes, celui de nos pires ennemis. Robert Schumann aurait remporté sa plus grande victoire posthume.

Voter non, ce n'est pas défendre le patrimoine séculaire de la France, c'est répondre oui à la Petite Europe, oui aux disciples d'Alcide de Gasperi, oui à la disparition des nations historiques. Pour des nationalistes, il n'est pas de pire aberration.

Depuis le début du siècle, trop de Français, probes et désintéressés, ont, par irréalisme, gâché leurs meilleures cartes. Ce n'est point un hasard si, malgré leur valeur, ils ont perdu, les uns après les autres, toutes les batailles politiques.

Puisse-t-ils tirer enfin la cruelle leçon des événements. Puisse-t-ils ne point imiter ces mandarins chinois de la fin du XIX^e siècle qui se croyaient sincèrement les plus purs et les derniers champions du Céleste Empire à l'heure même où par aveuglement, esprit de routine, conservatisme étroit, ils se faisaient, en réalité, les alliés objectifs des puissances impérialistes.

Marc VALLE.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

Directeur politique : Gérard Leclerc.
Rédacteur en chef : Arnaud Fabre.

REDACTION :

Politique intérieure : Paul Maissonblanc, Christian Dujardin, Bertrand Le Richardais, Patrick Plessis, Stanislas Leblanc, Hervé Cetta, Gilles Desorres.

Politique étrangère : Axel Alberg, Philippe Vergne, François Martin, Perceval (Moyen-Orient), Yann Kerlann (Extrême-Orient).

Politique sociale : G.-P. Wagner, J.-C. Fréaud (Justice), Philippe Darois, Jean-Pierre Boulogne (Médecine), Marius Brémond.

Politique économique : Ph. Dillmann, Ph.-H. Duracher, J. Delcourt, Henri Villemart.

Les idées : Pierre Debray, Gérard Leclerc, Bertrand Renouvin, Francis Bertin.

Lettres, Art, Spectacles : Béatrice Sebran, Christian Delaroché, Dominique Paoli, Anne Richard.

Enquêtes et débat : Bertrand Renouvin, Patrice Bertin.

Secrétariat de rédaction : François Fleulot, Thierry Barberousse.

imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e



N.A.F. — Jacques Perret, vous êtes un Résistant. Mais il n'apparaît pas trop que cette « Bande à part » dans le maquis fut républicaine. Vous êtes même réputé avoir depuis, mis quelques bâtons dans les roues de la démocratie, participé aux événements et lancé Georges Cadoudal à moto dans le siècle à contrevent de l'Histoire.

Jacques Perret. — Si, d'entrée, vous me donnez du Résistant pour m'exciter sur les majuscules frauduleuses, nous démarrons pour une chasse aux sorcières qui n'est pas dans le sujet. Enchaînons tout de suite et disons que la résistance à la démocratie n'est pas une attitude accidentelle mais essentielle et que sa minuscule initiale en fait foi.

N.A.F. — Que reprochez-vous à la démocratie ?

Jacques Perret. — En tant que mot, c'est un produit hallucinogène, en tant que système politique, c'est le rond carré, en tant qu'idéal, c'est un impérialisme hégémonique, une tartuffière qui ne craint pas d'exterminer la concurrence aux applaudissements d'une conscience mondiale de sa fabrication. J'ajoute que parmi les professionnels de la démocratie, et même à la Ligue des Droits de l'homme, personne n'y croit plus ; sauf peut-être aux Etats-Unis, et cela est inquiétant. Cela dit, Joseph de Maistre et Maurras ont réglé la question et je ne serais même pas habile à en répéter les leçons. Ayant tout de même sur ces grands hommes l'avantage immérité de vivre en 1972, il est permis de confirmer les prévisions impliquées dans leurs écrits, à savoir que l'apothéose de la démocratie nous sera signifiée par la promotion du chimpanzé collectif et du bonc toileté. Un instant sollicitée par un idéal de fourmillière universelle sous contrôle scientifique, elle aura dû y renoncer, les savants eux-mêmes lui ayant prédit que les fourmis proprement dites et strictement arthropodes n'hésiteraient pas à nettoyer le globe de cette concurrence ridicule.

N.A.F. — Que pensez-vous de la « Religion du Progrès » qui règne dans les sociétés modernes ?

Jacques Perret. — Un peu vexé de voir que la tête ne suit pas les jambes, le progrès se résigne à courir tout seul et même il s'en flatte. Orgueilleux de sa vitesse, il fonçe dans le cirage en nous chantant *Manon voici l'aurore*, et se prend les pieds dans le tapis en saluant le public. C'est son côté un peu clown. Plus comique encore et même assez lâche quand il invoque la fatalité de ses exploits. En cas de pépin, la fatalité est une bonne couverture. La vieille astuce est d'avoir donné au progrès le sens obligatoire du mieux, ce qui permet de s'en farcir en pleine confiance, comme si on ne pouvait pas progresser dans tous les azimuts, y compris le pire. Vint ensuite la bonne nouvelle, à savoir que la course au bonheur aura une fin. Le toboggan du mieux en mieux, si malicieusement encléné à s'éterniser dans la fou

réponse de

JACQUES PERRET

Jacques Perret, écrivain et journaliste, est l'auteur de nombreux livres : romans, recueils de nouvelles ou d'articles. Son ouvrage le plus connu, *Le Caporal épinglé*, rappelle sa captivité en Allemagne, et *Bande à part* évoque sa résistance après une évasion réussie. C'est dire que chez

notre ami l'écrivain ne se sépare pas du citoyen, de l'homme de foi sans cesse en première ligne dans les meilleurs combats. (Autres ouvrages : *Le vent dans les voiles*, *les Biffins de Gonesse*, *le Vilain temps*, *la Compagnie des eaux*, etc.)

lée du meilleur, devra nécessairement le rattraper et s'établir enfin dans les délices du superlatif absolu. Il y a des cas où la notion de terminus est rassurante. Le point oméga, c'est le happy-end de l'imbécile heureux. On sait que l'oméga nous offre en même temps le profil d'une aimable ventouse et celui d'un piège à monche. Matérialistes ou théologiques, ces rengaines de la nécessité heureuse ou bienheureuse ne sont plus aujourd'hui entretenues et utilisées avec succès que par les stratèges de la subversion. Mais la science elle-même n'en veut plus. Elle accepte avec résignation l'hypothèse d'une apothéose lamentable. Il y a, je crois, un corollaire du principe de Carnot prouvant que l'univers ne peut aller qu'en se dégradant. Il est réconfortant que cette démonstration ait été faite par un savant jacobin. Mais s'il faut que les hommes soient inclus dans cette affligeante nécessité, Carnot fait une erreur et même un péché.

N.A.F. — Beaucoup souhaitent aujourd'hui « changer la vie » ; à votre avis pourquoi ? Laquelle leur proposeriez-vous ?

Jacques Perret. — Changer la vie est une expression idiote. Vous l'empruntez sans doute et par ironie au galimatias du clergé pop. Cela sent même un peu fort le détroqué. Il serait plus intelligent de réformer les mœurs et les institutions, entreprise d'ailleurs immémoriale et saisonnière, où la concurrence a toujours été jusqu'ici très dure et plus ou moins équilibrée. Mais les institutions et les mœurs sont dans un tel état qu'il y aurait peut-être avantage à les supprimer carrément.

N.A.F. — Le triomphe de la révolution vous paraît-il possible ?

Jacques Perret. — Idéalement, oui. Les révolutionnaires sont les victimes privilégiées de la révolution. C'est une réalité dont ils ont fait un idéal. Ce triomphalisme suicidaire est célébré entre eux sous le nom de révolution permanente. Le triomphe ininterrompu de la mort est une absurdité fascinante et, à vrai dire, la révolution permanente est une blague. Elle se paye de longs repos en tenue d'uniforme.

N.A.F. — On vous dit royaliste, comment défendez-vous cette position ?

Jacques Perret. — Si on me dit royaliste, c'est peut-être qu'on me l'a entendu dire et comme je précise ordinairement qu'une monarchie française qui renoncerait à son droit divin ne serait qu'une singerie, l'interlocuteur ne juge pas utile d'enquêter sur un cas aussi désespéré. Je m'y sens très à l'aise, la position est inexpugnable, on la croit innocente et on me fiche la paix.

N.A.F. — Ce n'est pas notre intention. Pourquoi la monarchie vous paraît-elle souhaitable ?

Jacques Perret. — Comment ne souhaiterais-je pas, catholique et Français, l'avènement ou la restauration d'un régime fondé sur les vérités de la foi, de la nature et de la raison ? Sur du solide on peut toujours rêver. Que de choses et même que de gens ne sont-ils pas venus ou revenus que nous n'osions rêver. On dit généralement qu'il faut s'attendre au pire et quand on laisse faire les choses, bien sûr qu'il arrive ; si le meilleur est plus rare, c'est qu'il faut s'en occuper. S'en occuper n'est pas seulement en rêver ou le souhaiter, mais ça compte. Venez n'iriez pas vous occuper d'une chose que



ARRRET

Ont déjà participé à ce débat :

GABRIEL MATZNEFF, écrivain.
 MARC VALLE, journaliste.
 JACQUES LAURENT, Prix Goncourt 1971.
 ROLAND LAUDENBACH, directeur des Editions de la Table Ronde.
 BARUCH, journaliste.
 Mgr PIERRE, évêque de Chersonèse.
 PAUL SERANT, écrivain.
 PIERRE BOUTANG.
 JEAN-FRANÇOIS CHIAPPÉ, historien.
 MICHEL DEON, écrivain.
 CHRISTIAN DEDET, écrivain.
 Général d'ESNEVAL (Jacques Din-freville).
 MARCEL LOICHOT, président de l'Union pancapitaliste.
 Docteur CASSAGNEAU, cardiologue.
 Bâtonnier LUSSAN, ancien président de l'Union internationale des Avocats.

vous n'auriez pas souhaitée. Au maquis justement j'ai rêvé de voir tomber du ciel quelque prince parachuté sous un dais de fleurs de lys. C'était pour lui une occasion à saisir dans les tribulations en cours, une très belle occasion, une divine surprise, et dut-il en mourir de la balle perdue d'un quelconque mauser ou d'une balle d'élection fondue à Londres, au moins laissait-il à ses enfants une légende à suivre. Après deux siècles d'absence, il conviendrait que le retour fut celui d'un saint ou d'un héros. Enfin il n'est pas venu. « Les princes ne viendront plus maintenant », disait-on jadis dans les forêts profondes où s'éteignaient les derniers hivernants. Soyons justes et disons que nul prince en 44 n'a posé de lapin dans nos bois. Celui que nous aurions pu attendre n'y fut pas sérieusement attendu. N'en parlons plus, ce sera pour la prochaine fois si Dieu veut. Mais quand il se présentera pour de bon, qu'il soit dynaste blanc, à la rigueur tricolore à blanchir, ou même l'imprévu d'une quatrième race, pourquoi pas, mais quel qu'il soit c'est à Reims qu'il se fera connaître. L'évêque ? Autant qu'on en voudra. Et je vous préviens que les routes seront encombrées d'écronelleux impatients.

N.A.F. — Comment voyez-vous l'instauration d'une telle monarchie ?

Jacques Perret. — Oui, je sais, il faut le consensus, avant ou après. Mais je n'aime pas bien consensus qui ferait soupçonner quelque insidieux processus et nous sortons d'en prendre. Je crois qu'il suffirait du consentement : il s'agirait d'un cas où le vernaculaire se recommande. Dans l'hypothèse où le consentement populaire ne viendrait pas en procession, cantiques et fanfares, pour

ser les événements jusqu'aux marches du trône c'est qu'il aura voulu ménager sa liasse pour festoyer le fait accompli. Je l'imagine alors accompli sur un coup de force original et chatoyant quelque chose qui donnerait bien à l'image d'Epinal, tapisserie, film d'art en technicolor. C'est pourquoi, je déplore de n'être plus en âge de faire un hippie séduisant et efficace. Les ébrouques sont rares chez les hippies car il faut marcher beaucoup, et de toute manière, les hippies ne vieilliront pas hippies, et c'est très bien comme ça. Tels qu'ils sont, j'ai idée que, sous leur influence un peu mystérieuse, les contestataires pourraient se dépendre de leur sauvagerie d'écolier, quitter le service des révolutions à jugulaire pour se constituer en nation barbare classique, libre, missionnaire de rien, l'âme disponible et la tête orgueilleuse d'un poil où le fer n'a jamais tranché. Il faudra bien alors qu'ils se choisissent un Pharaon, et vue l'accélération de l'Histoire, ils se choisiraient tout de suite un Clovis et s'en suivrait ce rebondissement du royaume que vous savez. Il est prévu que d'aucuns s'efforceront de la stabiliser à Charlemagne, c'est bien tentant mais tout de même nous avons trop besoin de Saint Louis pour nous arrêter si tôt. De toute manière, la couronne de France est là ; propriété de tous les Français, elle n'a jamais cessé d'être là sans quoi la France n'aurait même pas son nom.

N.A.F. — Votre schéma ne manquerait-il pas de pragmatisme ?

Jacques Perret. — Observation recevable. Je l'entends avec modestie ayant prouvé plus d'une fois mon insuffisance pragmatique à l'occasion de ce qu'on appelle un coup idiot. Mais ne s'est-il pas trouvé des hommes qui,

dénués de tout pragmatisme, ont jugé bon de ne pas en faire usage, ou rejetant les conseils de leur comité pragmatique, ont déjà réussi des coups fumants idiots au départ, et de qualité historique ? Si le pragmatisme est l'art de reconnaître les faits en tant que tels et d'en tirer une méthode, il faut commencer par le commencement. Le coup étant fait, alors oui, allons-y de la pragmatique. C'est une science admirable, c'est la vérité politique dont les Capétiens ont élaboré le chef-d'œuvre. On se doute un peu que la pragmatique est un art difficile et délicat. Le plus habile empruntera, non sans courage, un sentier bourbeux qui le payera d'une fondrière. Fasciné par les augusta, il se risquera dans les angusta piégés. On a vu dans quelles circonstances pénibles, quels chemins affligeants et finalement désastreux, le Comte de Paris a pu fourvoyer sa réputation de pragmatique. Point trop n'en fait. Le mot lui-même finirait par se gâter à l'égal de machiavélique. Pragmatisme est un mot sérieux, savant, et c'est bien malgré lui qu'il sonne un peu sorcier. Il ne faudrait pas qu'en son nom des choses fussent faites qui le rendrait suspect et inquiétant comme il est arrivé à la raison d'Etat, sublime expédient, privilège royal dont les butors et les mafias de passage font le talisman de leur fortune.

Réponse à Jacques Perret

Jacques Perret, résistant sous le signe du cœur vendéen, fera toujours bande à part dans la république des lettres. Réactionnaire impénitent, rien ne le fera sacrifier aux idoles et jusqu'au bout le dialecticien des « cheveux sur la soupe » accompagnera le biffin à l'âme de chouan pour dresser les embuscades contre les rhétoriciens du Progrès, de l'Evolution, de la démocratie et de l'imposture en général.

C'est donc un royaliste sans peur ni reproches, sans complexe aucun qui intervient dans notre débat. Nous aurions mauvaise grâce d'alourdir son texte par un commentaire qui paraîtrait bien fade. Nous ne pourrions que le paraphraser et on ne paraphrase pas l'auteur du Caporal Epingle.

Nous ferons simplement remarquer que les jeunes contestataires chevelus, pour qui ramener le roi c'est « changer la vie », n'en voudront pas à un aîné qui, n'ayant plus l'âge d'être hippie, n'en continue pas moins de faire la nique au conformisme, de brocarder leur langage. Ils le remercieront de sa jeunesse de cœur, de sa prodigieuse santé intellectuelle. Perret a mille fois raison de rappeler qu'on ne change pas l'homme. Par contre, on peut se débarrasser d'institutions absurdes, d'une civilisation idiote. Et vous verrez si la vie n'en sera pas quelque peu changée !

Là-dessus, pas de problème, Perret est d'accord. Et il ne lui faudra qu'un petit effort chassant le rêve superflu d'une quatrième dynastie pour chanter avec nous : Vive Henri VI, ma mère...

Gérard LECLERC,
 Bertrand RENOUVIN.



Réglons tout de suite un premier point : Dominique de Roux n'a pas de sens politique ou du moins, s'il en a un, il ne s'applique guère qu'à la planète Vénus, où notre auteur rêve d'expédier des messages d'amour (avec retour sur la terre par spoutnik, en l'an 2800). Il lui est arrivé de se livrer à quelques attaques contre Hassan II, ou contre le Shah de Perse, qui lui ont un jour valu de se faire traiter de « moine furieux ». Ce qui était d'ailleurs grotesque. Ce genre d'écrits ne doit absolument pas être pris au pied de la lettre. Ce sont des fables, des apologues, qui ne visent que la part de despotisme oriental que tout civilisé garde dans un coin de sa conscience. Tout au plus peut-on leur appliquer la petite phrase que de Roux lui-même consacre aux « cabrioles politiques » de Michel Foucault, à la page 58, d'*Immédiatement* (1). Une fois pour toutes, de Roux voit la politique en poète, en prophète, en moraliste. Jamais en politique. Il suffit de le savoir.

« *Immédiatement* : itinéraire entre le double miracle de l'apparition des choses et de leur disparition. » Dès la première page, de Roux nous prépare à recevoir une formule, qui est peut-être le centre de sa pensée, et qu'il nous livre au cœur de son ouvrage (entre une facétie sur Patrice Covo et une réflexion sur Artaud) : « La littérature, c'est aussi la distance entre la réalité qui s'éloigne et le rêve qui s'invente lui-même. » On peut lire et relire cette phrase où chaque mot compte. Dominique de Roux nous en donnera sans doute peu d'aussi belles.

Immédiatement se présente comme une sorte de journal, épisodiquement daté, recueil de pensées plus ou moins impromptues, d'intuitions en tous genres, de tournures heureuses, de prises de position sur les êtres, sur les choses, sur les idées, sans autre logique apparente que le hasard des lectures et des humeurs de l'auteur.

Il est donc impossible d'en rendre compte d'une manière exhaustive, et impossible également de ne pas réagir à chaque page, sur une phrase, une ligne ou un mot. Je ne peux, ici, que consigner quelques-unes de mes réactions, dont le choix respecte scrupuleusement, lui aussi, la loi du hasard.

Les attaques contre les personnes foisonnent. Mauriac, au lendemain de sa mort, se

Une certaine idée de la littérature

fait taper sur les doigts. Sartre, sur son Flaubert : « *Même l'histoire du monde ne résiste pas à 2.000 pages.* » Lacan : Au cours de ses analyses, il « pelote » les honoraires avec un bruit de papier froissé. Barthes : Ce ne peut être reproduit ici (il est important que la « N.A.F. » arrive entière à ses lecteurs). *Tel Quel* en prend également un coup (« *Grimoire solennel... pédants encrassés... valets de collège... querelles de lutrins...* »). Tout ceci fait parfois plaisir. Ça défoule, comme on dit. Mais il ne faut pas tout prendre pour argent comptant. Tout n'est pas à jeter, chez Barthes... Pas même chez Sollers. Et on ne se débarrasse pas de toute la linguistique contemporaine en brandissant un simple livre de Gilson. Les réactions les plus courtes sont parfois les plus saines. Sinon, les lecteurs risquent de prendre congé... Mes réserves s'arrêtent là : il me faudrait maintenant plusieurs pages pour dire d'autres choses plus avenantes (pour l'auteur, pas pour ses victimes).

La tête de turc que l'on voit quelque peu égratigner avec le plus de satisfaction, c'est encore celle de Georges Pompidou. Imaginant de Gaulle passant sa veillée funèbre devant le cadavre de la France en compagnie de son ancien Premier ministre, de Roux rapproche cette vision de la scène finale de *l'Idiot*, « quand le prince Muichkine joue aux cartes sur le cadavre de sa bien-aimée Nastasia Philippovna, avec son meurtrier Rogojine ». Puis il s'empresse de préciser qu'avec son côté « toucheur de bœufs », Pompidou n'est même pas Rogojine...

Pour fêter dignement ces temps référentiels, continuons un peu sur le même thème : « *A chacun son Pompidou*, remarque de Roux. *De Gaulle a eu le sien. Pompidou*

en nourrit un dans son sein : Chaban-Delmas, qui sera le Pompidou de Chaban ? Quel homoncule ? Servan-Schreiber ! et le Pompidou de Servan Schreiber ? » Je me permets d'en suggérer un : Jean Lecanuet, ce vieux cheval, qui en est bien à son troisième retour et qui ne résiste plus aux effluves de l'auge ministérielle qu'on lui tend. Pouah !

Fuyons ces odeurs. De Roux a des gentilleses pour Boutang, qui, d'ailleurs, lui a sans doute inspiré cette formule : « Se rappeler que nationalisme veut dire naissance, nature », et à qui il doit peut-être aussi une certaine lecture des *Possédés* (2).

L'originalité de l'auteur d'*Immédiatement* reste cependant dans une « certaine idée » qu'il se fait de la littérature, qui est, de toute évidence, la fin ultime de son être mortel. Il a, à ce propos, cette phrase aux étranges consonances heldeggeriennes, et sur laquelle nous le quitterons : « *Depuis les présocratiques la littérature était un but, il faut qu'elle redevienne chemin. Ecrire c'est aussi ne plus s'avouer en dehors de la société mais s'y mettre. Nous avons cette chance qu'il nous soit demandé l'impossible.* »

Christian DELAROCHE.

(1) Ed. Christian Bourgois. La page en question peut être facilement consultée chez les libraires ; à ce jour, elle n'a pas encore été passée au fil du rasoir.

(2) L'édition des *Possédés* dans le Livre de Poche est précédée d'un magnifique texte de Boutang. Ce titre appartenant au fonds Gallimard, sera réédité dans la collection Folio, mais peut-être sans la préface de Boutang. Il convient donc de se jeter sur les exemplaires encore trouvables en Livre de Poche...

Le cabinet de l'amour

Par une présentation extraordinaire, le département des peintures du musée du Louvre nous fait découvrir ce que fut le Cabinet de l'Amour de l'Hôtel Lambert. Cet hôtel, situé à la pointe de l'Île-Saint-Louis, fut élevé par le Président Lambert, conseiller du Roi. Il acheta le terrain en 1639 et en 1641, il confia la construction à Le Vau, qui fera un hôtel original par sa disposition. On trouve ici toute l'élégance sobre du XVII^e français. En décembre 1644, Jean-Baptiste Lambert meurt, lais-

sant sa fortune à son frère Nicolas, maître des eaux et forêts de Normandie. C'est lui qui reprend toute la décoration intérieure. Il y eut plusieurs campagnes, la première est illustrée par Eustache Le Sueur (1646-47) : pour la seconde ce fut Charles Le Brun. Ainsi est presque formée la première « équipe » qui travaillera à Versailles pour le roi.

A l'Hôtel Lambert était toute une série de cabinets ; des muses, doré, et surtout le cabinet de l'Amour.

Au centre du plafond est représentée la Naissance de l'Amour (12) ; sur les côtés, des épisodes de la « vie » de l'Amour. Tout est traité avec grande élégance, des couleurs recherchées et une composition toujours équilibrée et majestueuse (17). De calmes paysages

de Potel l'Ancien, de Jean Asselin ornent les murs. Les grotesques de l'Attique au beau dessin sont d'une grande sobriété. A l'Attique sont aussi 7 tableaux relatifs à Dindon et Enée. Par les moquettes et les gravures (Marlette Picard) on éprouve une sensation de richesse, d'élégance et de parfaites proportions.

Au XVII^e, les « cabinets » jouissaient d'une grande vogue ; la mode des plafonds ayant évolué (les plafonds à poutres étaient remplacés par les plafonds à « compartiments »). On pouvait alors les peindre presque totalement. Notons que les grands décors peints ne se limitent pas seulement aux cabinets mais qu'ils auront leur essor véritable dans les galeries (Versailles...).

Anne RICHARD.



premier anniversaire

par G-P Wagner

Le nouveau format de notre journal coïncide à peu près avec son premier anniversaire. C'est en effet le 26 avril de l'année dernière que sortait, sous la forme d'un tract que des « ennemis techniques » rendaient difficilement lisible, le numéro 1, aujourd'hui presque introuvable, de la *Nouvelle Action Française*.

Nous nous doutions bien que l'action ambitieuse que nous voulions conduire serait d'autant plus difficile qu'elle était plus nécessaire et que, sous le règne patelin de M. Pompidou, il est plus aisé de prospérer dans l'exploitation des scandales et dans le méli-mélo des idées que dans une contre-encyclopédie méthodique et une action vraiment française. S'il est possible que nous ayons déçu parfois nos lecteurs et nos militants, ils doivent savoir que, de leur côté, les difficultés n'ont pas déçu notre attente. Aujourd'hui, les quelques-uns qui ont lancé la *N.A.F.*, s'ils se penchent sur son passé, trouvent dans leur mémoire quelques journées où la tâche leur a paru lourde et où nous avons pensé disparaître, sous le poids de difficultés diverses, parmi lesquelles évidemment le manque d'argent.

Si la mort de la *N.A.F.* n'est pas venue, nous n'en tirons aucun orgueil spécial. Si nous devons nous contenter de survivre, cela ne nous satisferait nullement. La *Nouvelle Action Française* n'a pas été créée pour le train-train, ni pour jeter dans le monde de belles pensées toujours applaudies par les mêmes fidèles. Nous savons que nous menons une bataille. Nous ne faisons pas semblant de vouloir la gagner. Nous voulons la gagner.

Dans la voie que nous nous sommes tracée, nous croyons avoir fait du chemin. Rien n'était pire à nos yeux que l'indifférence, qu'une certaine manière de nous faire passer pour des revenants de l'histoire. Nous avons voulu montrer et nous avons déjà montré que nous n'étions ni retirés dans des regrets, ni exaltés dans des rêveries, mais bel et bien des citoyens à part entière de ce temps-ci et tout autant que ceux qui se mettent en rang pour dire oui à Pompidou à propos de l'Europe ou oui à l'Europe, malgré Pompidou.

Nous avons ouvert notre enquête. Notre ami Gabriel Matzneff, qui est un gentilhomme, a accepté le premier combat, puis Marc Valle, Jacques Laurent, Roland Laudembach. Durant ces passes d'armes et ces échanges, la *N.A.F.*

prenait un essor très encourageant. Et pourtant c'était un gâchis, comme l'observait un jour ici Gérard Leclerc, que tant de réponses si riches, tant de leçons brillantes (nous pensons particulièrement à celle de Jean-François Chiappe), n'aient pas connu la diffusion qui va si naturellement à de piètres tisanes philosophiques ou littéraires. Il n'en reste pas moins qu'au premier sentiment d'indifférence s'était substituée la curiosité et que souvent la curiosité est devenue une amitié nouvelle.

La *N.A.F.* attire, nous le voyons, c'est-à-dire que chaque jour, à travers nous, le toujours jeune Maurras trouve de nouveaux lecteurs, de nouveaux fidèles, qui, à son exemple, veulent remettre les institutions à leur place et redonner aux mots leur vrai sens. Beaucoup de ceux que ces trente dernières années avaient déçus et meurtris sont sortis pour nous et peut-être par nous de leur torpeur ou de leur désespérance et nous l'ont écrit. Des hommes qu'apparemment tout séparait, des vichyssois, des résistants, de vieux chouans qui se sentaient perdus dans l'écroulement de tous les principes, ou des jeunes gens qui se disaient maoïstes ou libertaires, sous le déluge des idées folles, se sont joints à nous. D'autres viendront. L'intérêt que nous avons éveillé ne doit pas se perdre. C'est le moment au contraire d'un nouvel effort.

La fête démocratique, dans dix jours, va dérouler sous nos yeux ses cortèges mornes. La leçon de choses est parfaite. La démocratie ne se scrute jamais mieux que quand elle scrutine. Tandis que les gogos vont répondre oui, comme on parle du nez, par une sorte d'infirmité naturelle, de gros messieurs à portefeuilles veulent dissoudre la nation dans l'Europe des Banques et préparent le temps où les travailleurs déplacés seront à leur tour anonymes et vagabonds.

Il n'y a pas de pire tyrannie que celle du nombre, sinon celle de l'argent. Aujourd'hui la menace des deux tyrannies se conjugue, et la nation est le seul recours. De toutes nos forces, nous appelons les Français à l'aide, afin que nous puissions dire ce qui doit être dit et faire ce qui doit être fait.

G.-P. WAGNER.

lisez la presse royaliste

Nouvelle Action Française - **AF-Université** - **Dossiers d'Action Française**
hebdomadaire mensuel trimestriel

17, rue des Petits Champs - PARIS-1^{er}



Au bout d'un an d'existence, les amis qui ont assisté avec curiosité et un peu d'inquiétude à la naissance de notre mouvement sont en droit de nous poser la question : « Mais enfin, vous qui proclamiez votre volonté de rendre tout son dynamisme à l'Action française, qu'avez-vous fait ? » Essayons donc de faire le point, non pas pour nous accorder un brevet d'autosatisfaction, mais pour jeter un regard lucide sur ces douze mois écoulés.

L'A.F. à l'O.R.T.F. On l'avait vue à la veille du premier congrès royaliste universitaire, puisqu'une centaine de militants avait organisé une manifestation à l'Intérieur du Palais Gruyère. Du coup, le « C.R.U. » avait été commenté à la radio et à la télévision.

Mais le vendredi 3 mars, c'était une heure de « Radioscope » avec Jacques Chancel. Gérard Leclerc expliquait comment on pouvait être royaliste aujourd'hui, faisait le point sur Maurras et l'A.F. Retenissement considérable ! Rappelons que l'on peut se procurer l'enregistrement de cette émission sur minicassette. (Commande à nos bureaux, 35 F franco.)

Nous ne prétendons certes pas que nous n'avons obtenu que des succès, atteint tous nos objectifs. La faiblesse de nos moyens financiers même compensée en partie par le dévouement de nos militants nous imposait de restreindre certaines ambitions, d'aménager les étapes vers des progrès plus décisifs. Pourtant l'actif est indéniable.

LE LANCEMENT D'UN HEBDOMADAIRE

Lorsque nous avons annoncé notre décision de lancer un hebdomadaire, certains nous ont pris pour des insensés. Alors qu'il n'est question partout que des difficultés de la presse, alors que les hebdomadaires d'opinion sont à peu près tous en situation critique, nous affirmions notre détermination de recréer de toutes pièces un journal dans la grande tradition de Maurras, à la fois intrinsèque sur ses positions doctrinales et ouvert aux problèmes les plus modernes de la France d'aujourd'hui. À dire vrai, les débuts de ce journal ont pu faire sourire : nos premiers numéros, fabriqués avec des moyens de fortune, ne constituaient qu'un acte de foi en l'avenir. Mais les mois passés ont prouvé qu'aucun obstacle matériel ne résiste pourvu qu'une volonté ferme et enthousiaste dirige une œuvre qui vaille toutes les peines. Non seulement la N.A.F. a tenu, mais elle s'est progressivement développée. Aujourd'hui même, elle franchit une nouvelle étape : son format s'agrandit, sa pagination est plus abondante, sa présentation s'améliore considérablement.

un an

par Yves Lemaignan

An cours de ces douze mois, l'équipe de rédaction a pu s'organiser, s'étoffer. Autour du conseil de rédaction (qui se réunit deux fois par semaine pour réfléchir à l'actualité et aux positions d'A.F. qu'il s'agira d'affirmer et préparer ainsi les prochains numéros), c'est maintenant une trentaine de collaborateurs qui gravitent, spécialisés chacun dans les domaines les plus divers.

Cocteau disait que la tradition est une statue en marche. Si elle ne marche pas, elle devient musée, ou plutôt cimetière. La N.A.F. a montré que l'Action française bougeait, donc qu'elle était vivante.

Roland LAUDENBACH,
« La N.A.F. », 12-1-72.

Ces royalistes-là n'ont guère de goût pour l'étude en chambre du maurrassisme. Ils préfèrent appliquer les théories de leur maître sur le tas. En cela ils ont le sentiment de retrouver la tradition des camelots du Roi...

Noël-Jean BERGEROUX,
« Le Monde », 2-11-71.

Nous sommes surpris nous-mêmes par le rayonnement de notre publication comparé à la modicité de nos moyens. *La Nouvelle Action française* est maintenant régulièrement citée par *Le Monde* et par *Combat*. Elle est lue et commentée dans les milieux les plus divers et parfois les plus opposés.

Il n'est pas de jour où des écrivains, des hommes politiques ou des personnalités exerçant d'importantes fonctions ne nous fassent tout l'intérêt qu'ils prennent à la lecture de notre hebdomadaire.

"A.F. UNIVERSITÉ" ET L'I.P.N.

Parallèlement à la N.A.F., *A.F. Université* est resté fidèle à sa vocation. Délibérément

nous l'avons plus axé sur les problèmes de fond, les études doctrinales ou techniques. Ainsi son dernier numéro comprend un dossier, « Changer la vie », consacré tout entier aux problèmes de l'urbanisme.

Les *dossiers d'Action française*, dont la parution avait été très provisoirement suspendue, vont bientôt reparaitre avec la nouvelle édition de la première partie du « petit manuel royaliste ». Nous considérons ce petit manuel comme un des travaux les plus importants parmi ceux qui ont été réalisés

... Néanmoins, le sérieux de la réflexion, une fidélité vivante à Maurras, une volonté de réalisme qui refuse de réduire la politique à une éthique, que celle-ci soit gauchiste ou fasciste, tout ceci permet de persévérer. Aussi les « oncle », même s'ils ne sont pas tout à fait d'accord avec elle, ont le devoir d'aider la N.A.F. en s'abonnant.

Pierre DEBRAY, 19-1-72.

cette année par l'Action française. Son auteur, Michel Girard, préside aux destinées de l'Institut de politique nationale, qui a connu, cette année, une nouvelle impulsion en organisant de multiples réunions, cercles, sessions, séminaires d'études. Le comité directeur accorde la plus grande importance à la formation doctrinale de nos cadres, qui sont l'avenir même de notre mouvement.

LE CONGRÈS ROYALISTE UNIVERSITAIRE

Une des premières manifestations importantes de notre mouvement, le premier congrès royaliste universitaire, à la fin du mois d'octobre, reçut un très large accueil de la presse. (Séquence au journal télévisé, interview à « France-Inter », comptes rendus importants dans la presse parisienne.) Couronné



par une communication très importante de Pierre Debray, ce congrès fut l'occasion de définir nos positions universitaires ainsi que les grandes lignes stratégiques de notre branche étudiante. Ses travaux ont été réunis dans une forte brochure de cent pages (épuisée).

Une conférence nationale universitaire s'est tenue près de Grenoble les 7 et 8 avril pour prolonger l'œuvre accomplie à Paris. Elle a tenté de définir la condition étudiante aujourd'hui. Cette étude constitue l'indispensable préalable à toute action efficace dans l'Université (cf. A.F.U. mai).

L'IMPLANTATION DU MOUVEMENT

La Nouvelle Action française est maintenant présente sur tout le territoire national. Le comité directeur avait donné comme objectif de premier trimestre l'implantation et l'organisation du mouvement. L'objectif a été atteint si l'on songe qu'à deux ou trois exceptions près, des sections fonctionnent dans les villes où l'A.F. s'est manifestée depuis vingt ans. Bien plus des centres de propagande ensommeillés depuis des lustres ont été brutalement réveillés et des villes où nous étions pratiquement absents depuis la guerre ont vu renaître en leur sein une A.F. disparue depuis plus de trente ans !

On sait qu'un de nos soucis essentiels était, il y a un an, de voir revenir à nous les anciens étudiants passés dans nos camps, à l'I.P.N., dans nos groupes depuis la guerre. C'est maintenant une certitude : les vingt-cinq-quarante ans reviennent, ils prennent des responsabilités, ils ont pris la tête de toutes les organisations que nous avons créées depuis douze mois. C'est un acquis considérable.

CONQUÊTE DE L'INTELLIGENCE ET DES FRANÇAIS ACTIFS

En effet, la nouvelle étape du combat d'A.F. avait commencé par une réflexion sur les problèmes stratégiques : deux sessions, de nombreux documents écrits, plusieurs longues séances du comité directeur avaient été consacrées à la définition de notre action. L'éclairage de nos maîtres et l'étude de la société française actuelle nous donnaient naturellement deux lignes de force convergentes : pour royaliser le pays il fallait gagner les milieux qui avaient le plus d'influence, le plus de ce dynamisme nécessaire à la conquête la plus large de l'opinion. Ce que Maurras appelait l'Intelligence, c'est-à-dire les milieux où s'élabore la pensée et les moyens par lesquels elle se diffuse et les Français actifs, c'est-à-dire ceux qui ont de par leur fonction un rôle important dans la société, l'Intelligence et les Français actifs nous parurent donc les objectifs essentiels à conquérir.

La conquête de l'Intelligence, d'emblée nous la tentions par ce nouveau débat sur « république ou monarchie » dont parle par ailleurs notre président et par notre action à l'intérieur de l'Université ou de Centres culturels. La conquête des Français actifs, elle, devenait possible par l'afflux de ces cadres

indispensables, ces vingt-cinq-quarante ans dont nous parlions. Engagés dans une vie professionnelle, sociale, syndicale très active, ils sont les plus à même de concevoir les formes de propagande et les structures les plus propres à rallier ceux qu'il faut gagner si vraiment on veut atteindre l'objectif qui consiste à prendre le pouvoir. Nous ne prétendons pas avoir fait des merveilles. Mais tout de même nos militants, forts de leur expérience, pourront, au cours de l'été, faire le point en plusieurs sessions et ainsi aborder l'au prochain avec plus d'audace. Et puis, des expériences concrètes ont été réussies et montrent les immenses possibilités qui sont

Membres du
COMITE DIRECTEUR
Président : Georges-Paul WAGNER.
Membres :
Bâtonnier Yves LEMAIGNEN.
M^{lle} Yolande de PRUNELE.
MM. Jean TOUBLANC.
Bertrand RENOUVIN.
Yvan AUMONT.
Jean-Pierre BOULOGNE.
Christian DUJARDIN.
Gérard LECLERC.
Michel LEDOYEN.
Jean-Pierre NICOLAS.

notres. La campagne Sauver Paris, en quelques semaines, a fait la preuve que des groupes de militants insérés dans un quartier étaient capables d'entraîner tout un mouvement à partir de problèmes d'urbanisme, d'environnement qui sont au centre de la vie de tous les Français et dont l'importance politique est considérable. A Toulon, une campagne menée à partir d'un scandale local a eu un retentissement important chez tous les médecins de la région. Nos sections provençales amorcent une autre campagne contre le sacage de la côte méditerranéenne...

Tout cela est bien souvent inédit et réclame imagination : la chance de l'A.F. consiste à s'insérer dans la réalité française pour créer ce mouvement qui faisant la synthèse des aspirations du pays, devra aboutir à la monarchie.

Beaucoup demeurent sceptiques. Mais l'Action française a toujours fait sourire les habiles. Lorsque le quotidien fut fondé, on ne lui accordait pas six mois d'existence. Lorsque la Nouvelle Action française fut créée, charitablement on lui en accordait deux. Évidemment, nous ne cachons pas que parfois les échéances sont pénibles, que le problème financier est toujours lancinant. On en a l'habitude à l'A.F. Néanmoins, comme l'écrivait Pierre Debray ici même : « Si cette expérience venait à échouer pour des raisons financières, toute une jeunesse, intelligente, courageuse, active, se disperserait. Si faible que puisse être ce risque, aucun d'entre nous n'a le droit de le prendre. » Il faut nous donner les moyens de faire aboutir le combat d'Action française !

(Suite de la page 12)

les garçons qu'ils avaient réussi à amener à l'A.F. étaient rapidement découragés par les structures du mouvement. Il fallait donc des réformes, qui ne sont pas intervenues. A ce moment-là, il n'y a pas eu scission, il n'y a pas eu rupture au sens propre du terme, mais une situation de fait. Les jeunes cadres ne pouvaient conserver les garçons qu'ils avaient conquis qu'en créant de nouvelles structures, indépendantes de la vieille maison.

Au fond, si l'intelligence politique avait alors prévalu, on se serait aperçu qu'il y avait deux publics, l'un simplement patriote qui devait conserver ses structures d'accueil et son organe d'expression, l'autre qui ne pouvait que se donner des structures et un organe nouveaux. Ainsi le chemin de l'unité aurait-il pu se dessiner. Mais aujourd'hui, il apparaît très clairement que l'Action française est exclusivement du côté de la jeunesse. C'est la jeunesse qui fera l'Action française à ses risques et périls. A ses risques et périls parce que je crains que la jeune Action française subisse le contexte culturel de son époque et qu'elle s'y engue. Et je crains que les hommes de cinquante ans, qui ont une longue expérience de la vie politique, ne se trouvent pas à côté d'eux pour les aider.

N.A.F. — Quelles doivent être, selon vous, les options stratégiques essentielles de cette jeune Action française ?

P. Debray. — Je pense qu'il faut travailler, réfléchir davantage pour définir des solutions positives, extrêmement concrètes, aux problèmes qui se posent aujourd'hui : ceux de la classe ouvrière, ceux de la paysannerie, le problème de l'urbanisme, etc. Car on ne fait pas de stratégie quand on n'a pas de solutions concrètes à apporter. Ceci posé, je pense que l'A.F. sera moins « littéraire » que par le passé, pour s'adapter sur le terrain aux conditions concrètes du combat. Ce sera une Action française de l'ère quaternaire, c'est-à-dire qu'il lui faudra s'attacher les hommes de science, les hommes-flèches qui ont une influence dans leur milieu, qui tiennent des postes de commandes non-politiques, afin de faire éclater la contradiction qui oppose le progrès technique et humain à la technocratie. Quand nous aurons réussi à amener le secteur quaternaire à prendre conscience que le système bureau-technocratique détruit ses facultés créatrices nous aurons créé la contradiction du *XX^e* siècle et nous pourrons l'envenimer en utilisant les couches sociales actuellement brimées par les bureaux. Alors nous pourrons faire la contre-révolution. Mais cette contre-révolution, il faudra la faire d'abord par la conquête des pouvoirs, avant même que de conquérir le pouvoir, avant de rétablir la monarchie. Il faut que l'A.F. fasse élire des maires, des conseillers municipaux ; il faut qu'elle s'empare de maisons de la culture. Et puis il faudra prendre la parole, parce que la parole est un pouvoir : il est important que la N.A.F. ait réussi à prendre la parole à la radio, à la télévision et dans la presse.

L'avenir de l'Action Française

entretien avec **PIERRE DEBRAY**

N.A.F. — Depuis 18 ans, vous menez à l'Action française le combat des idées. Quelles sont les grandes lignes de pensée que vous avez tenté de faire prévaloir ?

P. Debray. — Maurras n'a cessé de déclarer : « Je n'ai pas de système. » De fait, il a voulu donner à la politique un statut scientifique, la faire passer de l'âge métaphysique — celui des systèmes précisément à l'âge positif — celui de la méthode. C'est cette méthode que j'ai tenté d'utiliser pour comprendre notre temps, plutôt que de rabâcher des analyses de Maurras qui avaient été, il y a un demi-siècle, d'une jeunesse, d'une audace merveilleuses mais qui ne correspondaient plus à la situation présente.

Peut-être avait-on tendance à mettre Maurras en formules, à le réduire à un « petit livre rouge » ou plutôt bleu, blanc, rouge. J'ai tenté de réagir contre les techniciens de l'embaument.

N.A.F. — Il y a un livre de Maurras qui a toujours retenu votre attention et que vous avez essayé de reprendre et d'actualiser : c'est « L'Avenir de l'Intelligence ».

P. Debray. — L'important dans ce livre, c'est qu'il part d'une situation « existentielle ». Le jeune Maurras, quelque peu barbu et contestataire, arrive à Paris avec l'ambition d'un Rastignac et l'appétit d'un jeune loup. Il est pauvre, il est sourd, sa vocation de marié a été déjouée par le sort, il a un compte à régler avec les trois passions qui lui servent de miroir magique : l'Amour, la Curiosité et l'Ambition. Il ne lui reste qu'une chance, l'écriture. Il écrit. Le voici homme de lettres, l'homme le plus libre du monde puisqu'il règne sur le vrai et le beau. C'est alors qu'il découvre la vanité des illusions qui soutenaient le petit provincial. Un autre aurait joué le jeu ou aurait tourné à l'aigre. Maurras, lui, va tirer de son expérience une sociologie de l'intelligence qui débouche sur une prise de conscience, proprement prophétique, de la société de consommation, qui fait de l'idée une marchandise parmi d'autres.

N.A.F. — Cette analyse de Maurras vous paraît-elle actuelle ?

P. Debray. — Elle me paraît très actuelle dans la mesure où Maurras a parfaitement saisi la situation de ce contestataire radical qu'est l'intellectuel. Car l'intellectuel, c'est l'homme dont le métier est de tout remettre en question. Et Maurras, qui est un grand intellectuel, a tout remis en question à son époque. Mais il a tout remis en question en acceptant de devenir marginal, en refusant de jouer le jeu, alors que les intellectuels contemporains, même lorsqu'ils se veulent contestataires, vivent à l'intérieur du système.

N'oublions pas qu'en créant sa propre maison d'édition, l'Action française tentera de libérer l'activité intellectuelle du circuit économique du temps. Il y a là une leçon trop oubliée. Mais, plus profondément, je crois que Maurras a bien compris que nous allions vers une société bureaucratique, totalement dominée par des mécanismes anonymes. Ces mécanismes, il les a saisis au niveau du capitalisme aussi bien qu'au niveau de la société politique. Et ceci sur un plan très concret, celui de la situation de sa petite ville de Martignes, en pleine décadence. En fait, Maurras est toujours parti de problèmes concrets : son problème existentiel d'écrivain, comme celui de citoyen de Martignes. Sa réflexion se développe toujours à partir de la réalité vécue qui est la sienne.

Se situer dans la perspective de Maurras, c'est partir de notre propre situation vécue qui n'est pas tout à fait la sienne. Nous assistons à l'érosion de l'instinct, à l'agression de la technologie contre les forces vitales. Il serait d'ailleurs absurde d'en conclure à la condamnation du progrès. En fait, la faute en incombe aux dirigeants de la cité, qui sont incapables d'apporter au développement économique les correctifs indispensables. Nous vivons sous le règne du « technique d'abord », de « l'économique d'abord », sans nous apercevoir que la technologie, que l'économie relèvent de la nécessité. Nous nous enchaînons ainsi à des déterminismes, alors que la politique représente le domaine de la liberté. Le « politique d'abord » de Maurras n'est rien d'autre que l'affirmation de la souveraineté de l'homme, de sa maîtrise des mécanismes sociaux. C'est pourquoi la N.A.F. a raison de lutter au plan de l'urbanisme et de l'enseignement puisque le paysage dans lequel grandit l'enfant, l'éducation qu'il reçoit décident de son avenir.

Maurras a découvert que la liberté du politique ne pouvait être vécue que si les hommes parvenaient à en maîtriser les lois. Mais pour les maîtriser, il faut les penser scientifiquement, et non pas métaphysiquement, ou théologiquement. C'est dans la mesure où la politique devient expérimentale qu'elle peut dominer l'économique, acquiescer un statut qui lui soit propre et devenir précisément ce domaine de la liberté.

A notre époque les couches sociales qui souffrent le plus de la bureau-technocratie sont les cadres, les ingénieurs, les techniciens, dans la mesure où leur pouvoir créateur est contredit par le système. Or ils ne peuvent se constituer en groupe social contestataire, car ils sont incapables de forger eux-mêmes une théorie émancipatrice parce que cette théorie ne peut venir de l'économico-social. La théorie libératrice, elle leur viendra de l'extérieur, elle ne peut être que positiviste, scientifique. Cette théorie, nous sommes les seuls à pouvoir la leur apporter car seuls nous disposons d'une conception politique de caractère scientifique et positif. Et c'est le grand

malheur de l'Action française que d'avoir donné à sa doctrine une apparence théologique, métaphysique. Il faut donc libérer l'A.F. de toute métaphysique, de toute théologie, et lui rendre son caractère positif, scientifique. C'est ainsi que nous aurons des chances de toucher les hommes d'avant-garde de notre temps. Ce sont eux que l'A.F. doit s'attacher à conquérir. Bien sûr, dans une stratégie, il faut savoir utiliser toutes les révoltes, même lorsqu'elles sont d'arrière-garde. Mais nous devons être avant tout soucieux de l'avant-garde ouvrière et paysanne, des ingénieurs, des cadres, des techniciens, des étudiants.

N.A.F. — Ne pensez-vous pas que cette stratégie que vous venez de définir a été comprise pendant des années, et que c'est une des raisons profondes de la crise que l'Action française a traversé voici un an ?

P. Debray. — L'Action française n'était plus dans l'Action française. D'abord, par le jeu d'exclusions savantes, on avait écarté tout ce qu'il y avait d'original et d'un peu perturbant dans le mouvement. Il y avait des purges perpétuelles et moi-même, entre 1964 et 1968, j'étais pratiquement exclu. Seule la merveilleuse routine de la maison permettait que j'apporte mon article chaque semaine et qu'on le passe par habitude.

En fait, l'Action française tendait à devenir un mouvement de droite oppositionnelle, qu'on suivait par tradition familiale ou parce qu'on le préférait par diverses raisons aux mouvements fascisants. Le public était donc très composite, comme nous en avons eu la preuve au moment de la candidature Pober, qui était soutenue par des gens qui se croyaient d'A.F. Une partie de notre public n'avait plus que des réactions viscérales face aux événements ; aucune pensée politique ne le soutenait parce que le journal ne se souciait pas de la leur donner, parce qu'il ne se souciait pas de faire des royalistes. Le mot même de monarchie n'apparaissait guère dans ses colonnes. Quant au mouvement, ce n'était qu'un fantôme, une amicale d'anciens combattants. Par contre nous avons créé un mouvement de jeunesse, l'I.P.N., un journal étudiant qui existe toujours, A.F.U. C'est ainsi que, progressivement, une petite couche de militants s'est formée un peu partout en France, et, en mai 1968, ces jeunes cadres ont permis à l'A.F. de jouer son rôle au sein même de l'événement. Pour la première fois depuis longtemps, la jeune Action française a été présente dans les facultés et a apporté une réponse positive au flot de métaphysique qui déferlait alors. Elle a donc constitué un pôle d'attraction, et elle a entraîné quantité de jeunes, ce dont la grande Mutualité de 1969 a été la preuve. Le problème de l'accueil s'est alors posé. Les jeunes cadres ont été désespérés de voir que

(Suite page 11)